

Nations Unies  
**ASSEMBLEE  
GENERALE**

HUITIEME SESSION  
Documents officiels



**QUATRIEME COMMISSION, 331<sup>e</sup>**

SEANCE

**Lundi 12 octobre 1953,  
à 10 h. 45**

**New-York**

**SOMMAIRE**

	<i>Pages</i>
Facteurs dont il convient de tenir compte pour décider si un territoire est, ou n'est pas, un territoire dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes: rapport du Comité <i>ad hoc</i> pour l'étude des facteurs (territoires non autonomes) [suite].....	99
Renseignements relatifs aux territoires non autonomes transmis en vertu de l'Article 73, e, de la Charte [suite]..	103

**Président: M. Santiago PEREZ PEREZ (Venezuela).**

**Facteurs dont il convient de tenir compte pour décider si un territoire est, ou n'est pas, un territoire dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes: rapport du Comité *ad hoc* pour l'étude des facteurs (territoires non autonomes) [A/2428] (suite)**

[Point 33 \*]

1. Lord HUDSON (Royaume-Uni) précise que sa délégation a voté à la 330<sup>ème</sup> séance contre le projet de résolution du Brésil (A/C.4/L.272) pour les raisons que le représentant du Royaume-Uni a exposées dans la première intervention qu'il a faite au cours des débats sur ce point de l'ordre du jour (326<sup>ème</sup> séance). De plus, la délégation du Royaume-Uni réserve expressément sa position au cas où un Membre quelconque de l'Assemblée générale invoquerait cette résolution pour appuyer une revendication ultérieure.

2. Mme MENON (Inde) dit que la délégation de l'Inde était prête à accepter tel quel le rapport du Comité *ad hoc* (A/2428); cependant, elle n'a pas vu d'objection à ce que les principes énoncés dans la liste des facteurs contenue dans la section VI du rapport et dans le projet de résolution du Brésil soient précisés et mis au point. La délégation de l'Inde a donc voté les amendements des onze Puissances à la liste des facteurs (A/C.4/L.274) et au projet de résolution (A/C.4/L.273 et Corr.1). Certaines délégations se sont opposées à ce que la Commission étudie à nouveau la liste des facteurs parce que cette liste avait déjà été étudiée par le Comité *ad hoc*; elles se sont également prononcées contre les amendements en alléguant que la Quatrième Commission n'avait pas eu le temps de les étudier. Il est évident qu'un Comité *ad hoc*, qui ne comprend qu'un petit nombre de délégations, ne peut représenter les vues de l'ensemble des soixante pays qui siègent à la Quatrième Commission; par contre, certains des amendements proposés avaient déjà été examinés à San-Francisco et les idées qu'ils contiennent sont connues depuis longtemps. Il a été entendu que la liste des facteurs constituera simplement un guide, qu'on y trouvera des indications générales plutôt qu'une énumération complète et que chaque cas soumis aux Nations Unies

sera examiné séparément, en fonction de circonstances qui lui sont propres. On a donc à la fois limité et étendu la portée et le champ d'application de la liste des facteurs. La liste représente un effort sincère en vue de faire cadrer les faits avec la théorie, au lieu de plier la théorie aux faits, et sa valeur est purement formelle.

3. La délégation de l'Inde attache une grande importance à deux éléments du problème: en premier lieu, pour que la Commission puisse poursuivre ses travaux, il est essentiel de parvenir à une certaine compréhension entre les Membres administrants et les Membres non administrants; en second lieu, les décisions adoptées par la Commission doivent accélérer le rythme du progrès envisagé au Chapitre XI de la Charte. Ces résultats ne peuvent être acquis que par un effort de coopération. Il est vrai qu'aucune disposition de la Charte n'oblige les Membres administrants à adopter telle ou telle autre ligne de conduite; cependant, dans les limites qui lui sont propres, la Quatrième Commission s'efforce de mettre en œuvre les décisions de l'Assemblée générale. Lorsqu'on a pris conscience de ces limites, il semble inutile de débattre les thèses respectivement défendues par les Membres administrants et par l'Organisation des Nations Unies. En réaffirmant à tout propos que les décisions qu'ils prendront quant au statut des territoires non autonomes qu'ils administrent seront unilatérales, qu'en acceptant le Chapitre XI ils ont fait toutes les concessions qu'ils étaient disposés à consentir et que ce serait violer la Charte que leur demander autre chose, les Membres administrants ne favorisent nullement cette compréhension et ils enlèvent tout sens au Chapitre XI. La délégation de l'Inde estime que lorsqu'un Etat Membre accepte la Charte, il ne peut accepter certaines dispositions comme obligatoires, et d'autres comme non obligatoires. Elle pense, comme d'autres délégations, que les dispositions du Chapitre XI ne sont pas et ne sauraient être considérées comme des déclarations unilatérales faites par certains Etats Membres; elles constituent un traité auquel tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies sont parties contractantes. L'obligation de transmettre des renseignements n'est donc pas limitée de façon permanente à quelques Membres administrants, car il n'est pas exclu que d'autres Etats Membres puissent assumer des obligations de cette nature. Il incombe à tous les Etats Membres de remplir les fins énoncées au Chapitre XI, et c'est là l'une des raisons pour lesquelles les Membres non administrants s'intéressent si vivement au bien-être des populations des territoires non autonomes.

4. La délégation de l'Inde ne sous-estime pas la valeur des définitions, mais elle attache plus d'importance aux faits. L'association de plusieurs pays ne peut être volontaire que dans la mesure où les pays intéressés sont placés sur un pied d'entière égalité. L'association et la coopération sur le plan international ne sont donc valables et possibles que lorsqu'un territoire a été libéré de toute pression politique extérieure. La méthode qu'il convient de suivre, dans tous les cas de cette nature,

\* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

consiste donc à assurer tout d'abord l'indépendance et à passer ensuite à l'association, comme ce fut le cas de l'Inde elle-même. La Charte dispose que les Etats Membres ont accepté les diverses obligations qui leur incombent en vertu de l'Article 73 comme une mission sacrée; on comprend donc difficilement pourquoi les Membres administrants pourraient craindre les mots "indépendance" et "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes". Les arguments qu'ils invoquent ne tiennent aucun compte de la façon dont la pensée politique a récemment évolué. Les événements ont montré qu'il n'est plus possible de résister au désir de liberté des masses populaires en s'appuyant sur des théories ou des interprétations juridiques. Les Puissances administrantes devraient devancer les événements au lieu d'être à leur remorque. En Europe, des Etats souverains abandonnent actuellement leurs droits en matière de défense nationale, droit où l'on a reconnu l'un des attributs caractéristiques de la souveraineté; pendant ce temps, dans le monde entier, les peuples dépendants revendiquent le droit à l'indépendance. Tels sont les faits qui ont servi de toile de fond à l'examen de la liste des facteurs à la Quatrième Commission.

5. Il est étrange et regrettable que certains Etats Membres, qui remplissent fidèlement les obligations du Chapitre XI, aient manifesté leur indifférence vis-à-vis de la liste des facteurs et réaffirmé la thèse, souvent exprimée par eux, selon laquelle ni l'Assemblée générale ni aucune Puissance ne pourront influencer les décisions qu'ils prendront quant au statut des territoires non autonomes qu'ils administrent. La délégation de l'Inde se préoccupe du sort des peuples des territoires non autonomes et, comme elle l'a toujours fait, elle appuiera pleinement toute mesure qui hâtera ou contribuera à hâter l'évolution de ces territoires vers l'indépendance.

6. La délégation de l'Inde ne partage pas les vues des délégations qui ont souligné la difficulté d'une définition satisfaisante de la notion de complète autonomie. Le problème qui se pose n'est pas celui de l'absence d'une définition, mais de l'absence d'accord sur cette définition. Pour la délégation de l'Inde, il n'existe aucune différence entre l'autonomie complète et l'indépendance. Il peut exister divers degrés d'autonomie, mais une autonomie complète doit être synonyme d'indépendance.

7. C'est parce que la délégation de l'Inde est convaincue de ces principes qu'elle a accepté les amendements des onze Puissances ainsi que les principes énoncés dans le projet de résolution du Brésil.

8. M. RYCKMANS (Belgique) déclare que la délégation de la Belgique a voté en s'inspirant de certains principes immuables qui sont d'une application universelle et en tout point conformes au droit.

9. La représentante des Etats-Unis a clairement fait comprendre que c'est au Congrès des Etats-Unis qu'appartient le pouvoir souverain de prendre des décisions concernant le statut des territoires des Etats-Unis. De même, c'est au Parlement belge, et à lui seul, qu'il appartient de décider du sort des territoires belges, qui forment partie intégrante de l'Etat belge. Lorsque la Belgique a décidé que l'Article 73, e, de la Charte s'appliquait au Congo belge, elle a décidé, sans pour cela consulter l'Assemblée générale, de communiquer les renseignements prévus à cet article; l'Assemblée générale n'a fait que prendre acte de cette décision et n'a nullement été appelée à l'approuver. Lorsque la Belgique estimera que le Congo belge ne relève plus de l'Article 73, e, elle décidera de même, sans davantage consulter l'Assemblée générale ni lui demander son approbation,

de cesser de communiquer des renseignements à son sujet. Tel est le droit, et ni un vote de la Quatrième Commission, ni une recommandation de l'Assemblée générale ne peuvent y changer quelque chose, car ils sont impuissants à investir l'Assemblée générale de pouvoirs que la Charte ne lui a pas conférés et ils sont impuissants à priver les Etats signataires d'une souveraineté qu'ils n'ont pas abdiquée. C'est pourquoi la résolution qui a été adoptée à la séance précédente restera lettre morte.

10. La thèse de la Belgique, suivant laquelle toute population non autonome a le droit d'être traitée équitablement et d'être protégée contre les abus, et suivant laquelle tout Etat qui possède des territoires habités par des populations qui ne s'administrent pas elles-mêmes est tenu, aux termes de l'Article 73, e, de la Charte, de fournir certains renseignements au Secrétaire général, n'a jamais été réfutée. Le représentant du Guatemala a tenté de lui opposer les vues exprimées à la Conférence de San-Francisco par les représentants de la Grèce et du Royaume-Uni, mais des opinions individuelles n'ont aucun poids au regard de la déclaration claire qui figure dans la Charte. Aucune attaque sérieuse n'a pu être lancée contre l'argument irréfutable qui est exposé aux paragraphes 59 et suivants du mémoire belge du 30 avril 1953 (A/AC.67/2).

11. Si la Charte était appliquée dans sa lettre et dans son esprit, il n'y aurait rien d'alarmant dans la thèse de la Belgique. Tous les hommes ont droit à un traitement équitable et à la protection contre les abus, simplement parce qu'ils sont des êtres humains, même si ce droit n'était pas formulé dans la Charte. Toutes les nations civilisées ont reconnu ce droit en acceptant l'Article 23 du Pacte de la Société des Nations. Et même les Etats qui prétendent aujourd'hui avoir refusé de le reconnaître dans la Charte n'oseraient pas prétendre qu'ils ont cessé de le reconnaître au for de leur conscience et qu'ils ont l'intention de dépouiller leurs populations autochtones d'une garantie internationale qu'ils leur avaient reconnue auparavant. Tous les Etats civilisés qui administrent des populations autochtones ont créé des services pour leur protection et tous publient des rapports. La Charte n'exige pas de ces Etats, et nul ne leur demande, de tenir l'Assemblée générale au courant de leurs problèmes politiques. Tout ce qu'il leur est demandé et tout ce que la Charte leur impose est d'extraire de ces rapports certains renseignements statistiques et autres, de nature technique, relatifs aux questions économiques, sociales et culturelles, et de les communiquer officiellement au Secrétaire général.

12. Il est difficile de comprendre que certains Etats souverains ne puissent accepter cette thèse. Si certains Etats la repoussent, c'est parce qu'ils désirent imposer aux quelques Puissances qui reconnaissent leurs obligations et qui s'en acquittent une interprétation tellement abusive de la Charte qu'ils ne peuvent plus l'accepter quand il s'agit de l'appliquer à eux-mêmes. Cependant, la logique a des lois qui ne se laissent pas violer. Ce qui est vrai à la Commission l'est également ailleurs. Si les décisions qui ont été prises aux deux séances précédentes sont destinées à manquer leur but, elles auront cependant certaines répercussions qui pourraient bien être très différentes de celles qu'on avait voulues. Les théories inattendues dont s'inspirent ces décisions — identité des concepts de l'autonomie et de l'indépendance, droit de sécession présenté comme inhérent au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, compétence exclusive de l'Assemblée pour décider du

moment auquel un territoire cesse de tomber sous l'application de l'Article 73, e, de la Charte — feront sans doute sourire dans les écoles de droit; et peut-être leurs auteurs ne les auraient-ils pas soutenues ailleurs qu'à la Quatrième Commission. Mais, le fait est qu'elles ont été soutenues, et à ceux qui les ont soutenues devant cette commission on est en droit de les opposer ailleurs. Si les facteurs qui ont été adoptés comme critères sont valables, ils le sont dans tous les pays, et pas seulement dans les territoires coloniaux. S'ils permettent de décider quand un Etat peut cesser de fournir des renseignements, ils permettent au même titre de décider quand un Etat doit commencer d'en fournir. Si l'Assemblée est compétente, elle l'est à l'égard de tous les Etats et pas seulement à l'égard des Puissances coloniales.

13. Des membres de la Commission ont affirmé dans un vote par appel nominal que le droit des peuples coloniaux à disposer d'eux-mêmes comporte le droit de sécession. Il est douteux que certains gouvernements aient applaudi aux votes émis à la Quatrième Commission par leurs représentants. Il est douteux que ces gouvernements confirment ce vote quand ils en auront pesé les conséquences et quand il s'agira pour chacun d'eux de prendre leurs responsabilités devant l'Assemblée générale. Il y a, ailleurs que dans les territoires coloniaux, des peuples soumis à un Etat qu'ils n'ont pas choisi et dont ils voudraient bien se séparer. Lorsque ces peuples demanderont que l'on applique les principes sous-entendus dans les votes émis en faveur de la liste des facteurs et du projet de résolution amendé, on leur répondra, bien entendu, que ces principes ne s'appliquent qu'aux peuples des territoires "supérieurs" et non aux peuples qui vivent à l'intérieur des frontières continentales d'un Etat souverain. Il est à craindre qu'ils ne saisissent pas la petite nuance. Il y a dans de nombreux Etats des groupes nationaux qui demandent une certaine autonomie. La résolution qui vient d'être adoptée leur apprendra qu'il n'y a pas d'autonomie vraie en dehors de l'indépendance totale. Peut-être ne se contenteront-ils plus désormais de réclamer l'autonomie. M. Ryckmans rappelle aux membres de la Commission le proverbe "Qui sème le vent récolte la tempête". Ceux qui ont adopté le projet de résolution amendé sont en train de semer le vent et, lorsque soufflera la tempête, il sera trop tard pour eux de dire qu'ils ne l'avaient pas voulu.

14. M. FRAZAO (Brésil) tient, pour éviter les malentendus, à exposer les raisons qui l'ont amené à voter contre les amendements au projet de résolution de sa délégation.

15. Il a souligné, au cours des débats, qu'aucune divergence fondamentale n'existe entre la délégation du Brésil et les auteurs des amendements en ce qui concerne tant le principe que le but des modifications proposées. On peut en voir la preuve dans le fait que la délégation du Brésil a accepté d'ajouter au préambule un nouveau paragraphe relatif à la compétence de l'Assemblée générale en ce qui concerne le respect des obligations qui découlent des dispositions du Chapitre XI de la Charte (A/C.4/L.273 et Corr.1, amendement 1).

16. Mais pour ce qui est des autres amendements, la délégation du Brésil a tenu à marquer qu'elle préférerait la manière dont elle-même avait défini la compétence de l'Assemblée générale en ce qui concerne la cessation de la communication de renseignements et le principe de relativité qui doit présider à l'application de la liste. En outre, M. Frazao ne considère pas que la suppression du paragraphe 4 du dispositif améliore le projet de

résolution. Il aurait préféré que la Commission conservât le texte original, qui précise que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est l'élément primordial auquel tous les autres éléments doivent être subordonnés. De plus, le représentant du Brésil estime que le libellé des paragraphes 5 et 6 du texte modifié n'est pas très satisfaisant. Le paragraphe 5 reprend l'idée déjà exprimée au paragraphe 4 du texte de la délégation du Brésil. Le paragraphe 6 émet un jugement sur la valeur de deux formes d'autonomie; le texte de ce paragraphe implique une certaine réserve à l'encontre de l'association sous toutes ses formes: on pourrait en déduire que la Commission condamne l'association et préfère que les populations des territoires non autonomes ne choisissent pas cette forme d'autonomie. Cesser de communiquer des renseignements fondés parce que le territoire intéressé a accédé à une complète égalité avec l'Etat métropolitain n'est possible que dans trois cas: l'union, la fédération du type classique et le Commonwealth sous sa forme actuelle, car les Dominions, à un moment donné de leur évolution, ne possédaient pas l'égalité absolue avec le Royaume-Uni. Le texte que la Commission vient d'adopter renferme donc une contradiction. Aux termes du paragraphe 6, un territoire peut devenir autonome en s'associant à un autre Etat, à condition que cette association soit effectuée sur un pied d'égalité absolue. Or, cette disposition exclut l'incorporation ou l'intégration à une fédération, puisque la personnalité juridique des Etats qui ont signé un pacte fédéral est subordonnée à celle de l'union. On ne peut donc pas dire que l'intégration au sein d'une union déjà existante s'effectuerait sur un pied d'égalité absolue. Le paragraphe 6 n'envisage pas davantage la possibilité d'un autre type d'intégration, à savoir l'intégration à un Etat unitaire. Toutefois, le représentant du Brésil ne s'étendra pas sur ce sujet.

17. M. Frazao pense avoir suffisamment exposé les inquiétudes que la délégation du Brésil éprouve à l'encontre du texte modifié; il tient en outre à déclarer qu'il désapprouve la hâte avec laquelle la Commission a apporté des modifications de fond à la liste des facteurs. En présentant son projet de résolution, la délégation du Brésil avait voulu mettre à profit le compromis auquel étaient parvenus les membres du Comité *ad hoc*. Il aurait été souhaitable que les Membres administrants acceptent de bon gré une liste des facteurs. Certes, ils n'avaient pas accueilli très favorablement la liste établie par le Comité *ad hoc*, mais ils ne pouvaient cependant pas la rejeter, car ils avaient contribué à l'élaborer. Une résolution qui aurait recueilli l'approbation des Membres administrants aurait été d'un grand poids. En dépit de l'opposition de certaines délégations, le texte brésilien aurait rallié une forte majorité en faveur de la liste des facteurs. La Commission a gâché une occasion propice.

18. Rien, dans l'expérience acquise au cours des années précédentes, n'autorisait la Commission à penser qu'elle serait en mesure d'améliorer, en l'espace de quelques jours, le résultat de trois années de travail. La Commission s'est départie de la prudence avec laquelle elle avait entrepris l'étude et la classification des facteurs. En 1952, certains membres de la Commission ont réservé la position de leur délégation sur cette question, car leur gouvernement n'avait pas eu le temps d'examiner la liste. A la 330ème séance, la Commission a pris des décisions d'une importance considérable. La délégation du Brésil a estimé que la liste des facteurs avait été suffisamment étudiée et qu'il vaudrait mieux, pour l'instant, en rester là pour ne pas risquer de provoquer de



sérieuses dissensions. Le Comité *ad hoc* et les deux tiers des orateurs qui ont participé à la discussion générale ont été du même avis. Puis on a assisté à un brusque revirement et un grand nombre d'orateurs se sont ralliés à l'opinion contraire. La délégation du Brésil n'a pas estimé pouvoir les imiter et n'a pas eu le temps de demander des instructions à son gouvernement au sujet des amendements, qui exigeaient une étude approfondie. La délégation du Brésil s'est donc abstenue de prendre part aux débats et n'a même pas indiqué qu'à son avis l'amendement de la délégation de l'Inde (A/C.4/L.277) touchait le fond de la question. La dernière possibilité de conciliation a disparu au moment où la Commission a refusé d'examiner l'amendement de la délégation des Etats-Unis (A/C.4/L.276).

19. Le représentant du Brésil en vient alors à la déclaration du représentant de la Belgique. Il s'étonne qu'une thèse semblable puisse être défendue à l'heure actuelle. M. Frazao ne s'attardera pas, pour l'instant, sur les conclusions du représentant de la Belgique, soit du point de vue juridique, soit du point de vue de la Charte, mais il reviendra sur la question lorsque la Commission étudiera le rapport du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes (A/2465).

20. M. CHTOKALO (République socialiste soviétique d'Ukraine) rappelle que le 2 octobre, à la 324<sup>ème</sup> séance, la délégation de la RSS d'Ukraine a déclaré que la première partie de la liste des facteurs, bien qu'exigeant certaines précisions, lui paraissait acceptable, mais que les facteurs énumérés dans la seconde et la troisième partie de la liste n'étaient pas de nature à répondre aux fins de la Commission. En effet, ces facteurs ne se rapportent pas à l'accession à l'autonomie et à l'indépendance, mais seulement à l'association avec la métropole ou avec d'autres pays. Ils ne peuvent donc que faire le jeu des Puissances coloniales qui désirent décider du sort des territoires non autonomes sans contrôle extérieur. La délégation de la RSS d'Ukraine a donc voté pour la première partie de la liste et contre la seconde et la troisième partie. Elle a également voté contre les paragraphes correspondants du projet de résolution de la délégation du Brésil ainsi que contre l'ensemble de ce projet de résolution et contre les paragraphes correspondants des divers amendements.

21. M. FERNANDEZ (Uruguay) déclare qu'il a voté tous les amendements du texte des onze Puissances (A/C.4/L.273 et Corr.1), car à son avis ces amendements donnent une forme claire et précise au projet de résolution relatif à la liste des facteurs et l'inscrivent dans le cadre juridique de la Charte.

22. M. L. S. BOKHARI (Pakistan) déclare qu'il avait appuyé le projet de résolution de la délégation du Brésil, car ce dernier s'efforçait de concilier les divers points de vue et aurait dû paraître acceptable aux Membres administrants. Toutefois, les débats ayant montré que ces derniers n'en approuvaient pas le dispositif, le représentant du Pakistan a voté la majorité des amendements des onze Puissances, d'autant que ces amendements ne soulevaient aucune objection de principe sérieuse. M. Bokhari pense néanmoins que le projet de résolution qui a été finalement adopté par la Commission ne sera pas accepté sans lutte à l'Assemblée générale.

23. En dépit du vote qu'elle a émis, la délégation du Pakistan espère toujours que la Commission parviendra à ne pas s'engager dans une impasse et à trouver un terrain d'entente entre les Membres administrants et les

Membres non administrants. M. Bokhari invite instamment les deux groupes à reconsidérer leur position; il est convaincu que des décisions prises dans un esprit de bonne volonté et de coopération se révéleront plus efficaces que des décisions imposées aux Membres administrants malgré leur opposition résolue.

24. M. KAISR (Tchécoslovaquie) déclare que le Chapitre XI de la Charte fait clairement un devoir à tous les Etats Membres d'accepter comme une mission sacrée l'obligation de favoriser dans toute la mesure du possible la prospérité et les aspirations politiques des populations non autonomes. Seuls sont acceptables les facteurs qui traduisent fidèlement un respect absolu pour la volonté librement exprimée des populations et leur désir d'accéder pleinement à une véritable indépendance.

25. La délégation tchécoslovaque a voté en faveur de la première partie de la liste des facteurs et des amendements qui s'y rapportent (A/C.4/L.274); elle estime en effet qu'on aidera ainsi les territoires non autonomes dans leur lutte pour l'autonomie et l'indépendance. Par contre, les deuxième et troisième parties de la liste n'ajoutent rien aux principes proclamés dans la première partie; bien au contraire, elles les affaiblissent; M. Kaisr a donc voté contre ces parties de la liste et contre la plupart des amendements qui s'y rapportent. Les mouvements de libération nationale se caractérisent toujours par le désir sincère d'accéder à une complète indépendance, jamais par celui de s'associer d'une façon ou d'une autre à la métropole. Il est donc absurde que les deuxième et troisième parties de la liste des facteurs viennent juridiquement sanctionner cette association. Même avec les amendements des onze Puissances, elles autorisent encore un pays étranger à intervenir dans les affaires intérieures d'autres territoires; c'est là placer un instrument dangereux entre les mains des Membres administrants et les aider à perpétuer le régime d'oppression coloniale dans les territoires non autonomes.

26. La délégation tchécoslovaque a accepté huit paragraphes du projet de résolution brésilien et les amendements s'y rapportant, mais elle a voté contre les parties du projet de résolution et les amendements qui traduisaient une approbation de la liste des facteurs; elle a également voté contre l'ensemble du projet de résolution amendé.

27. M. ESPINOSA Y PRIETO (Mexique) annonce que les onze délégations qui ont présenté les amendements à la liste des facteurs et au projet de résolution brésilien ont soumis un mémoire explicatif qui sera distribué comme document de séance.

28. Mme BOLTON (Etats-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation partage les regrets exprimés notamment par les représentants du Brésil et du Pakistan, et déplore les décisions hâtives et inconsidérées que la Commission a prises à ses deux précédentes séances. Ces décisions ne seront d'aucune aide pour les populations des territoires non autonomes et compromettront la coopération et l'harmonie qui ont, par le passé, permis à la Commission de travailler efficacement au bien-être de ces populations. Le Gouvernement des Etats-Unis n'épargne aucun effort pour s'acquitter des obligations que lui impose la Charte à l'égard des territoires non autonomes qui sont sous son administration.

29. M. LYNKOV (République socialiste soviétique de Biélorussie) déclare que sa délégation a toujours soutenu que la première partie de la liste des facteurs était acceptable, mais que la deuxième et la troisième

ne l'étaient pas, puisqu'elles ne protègent pas les intérêts des populations des territoires non autonomes et ne leur garantissent ni l'indépendance ni la souveraineté. Il a voté contre le quatrième considérant et les paragraphes 2, 3 et 7 du projet de résolution brésilien, contre les amendements s'y rapportant et contre l'ensemble du projet de résolution; un vote en faveur de ces textes aurait en effet signifié qu'il approuvait la liste des facteurs. Il a également voté, et pour les mêmes raisons, contre la liste des facteurs et les amendements qui s'y rapportent.

**Renseignement relatifs aux territoires non autonomes transmis en vertu de l'Article 73, e, de la Charte (suite)**

[Point 32\*]

**DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)**

30. Mme MENON (Inde), parlant en sa qualité de rapporteur du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, présente le rapport du Comité (A/2465). L'harmonie et l'esprit de coopération ont présidé aux travaux du Comité et les deux parties du rapport ont été adoptées à l'unanimité.

31. Deux projets de résolution sont soumis à l'examen de l'Assemblée générale; l'un concerne la situation de l'enseignement et l'autre la participation de représentants des territoires non autonomes aux travaux du Comité des renseignements. Ces deux projets de résolution figurent à l'annexe II de la première partie du rapport. Le Comité a adopté une troisième résolution, relative à la cessation de la transmission de renseignements concernant Porto-Rico, qui figure dans le corps du rapport (A/2465, première partie, par. 67). Cette dernière résolution a été adoptée sans opposition, avec 3 abstentions. Elle n'est soumise à l'Assemblée générale qu'à titre d'information.

\* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

32. Le Comité s'est efforcé d'étudier ces problèmes en toute objectivité et le nouvel esprit de conciliation qui a animé ses membres apparaît tout particulièrement dans le projet de résolution concernant la participation de représentants autochtones aux travaux du Comité. Il reste malgré tout beaucoup à faire encore avant que l'on atteigne les objectifs du Chapitre XI et Mme Menon demande la coopération constructive des membres de la Quatrième Commission.

33. M. LOOMES (Australie), parlant en sa qualité de Président du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, signale l'intérêt que présente le rapport du Comité. Le Comité a procédé à une étude détaillée de la situation de l'enseignement en se fondant sur les résumés et les analyses préparés par le Secrétariat d'après les renseignements transmis par les Membres administrants<sup>1</sup>. Le Comité était également saisi d'un certain nombre d'excellents rapports que le Secrétariat des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation mondiale de la santé avaient rédigés à son intention. Il a en outre profité de l'expérience des spécialistes de l'enseignement qui faisaient partie des délégations de certains Membres administrants. Tous les débats se sont déroulés dans une atmosphère de cordialité et de coopération; la question de la participation de représentants autochtones aux travaux du Comité a bien fait apparaître certaines divergences de vues, mais il a finalement été possible de les concilier dans une très large mesure: le projet de résolution en question a été adopté par 12 voix contre une, avec 2 abstentions. Le projet de résolution concernant la situation de l'enseignement a été adopté à l'unanimité.

La séance est levée à 11 h. 55.

<sup>1</sup> Voir A/2407, A/2408, A/2409, A/2410 et Add.1, A/2411 et Add.1, A/2413 et Add.1 à 6, A/2414 et Add.1 et 2.